

ROYAUME DU MAROC



APPEL D'OFFRES OUVERT

N° NWM/DG/01/2017

**LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES
DU PORT NADOR WEST MED**

CONTROLE SOUS MARIN

- **REGLEMENT DE L'APPEL D'OFFRES**
- **ANNEXES**

Janvier 2017

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet le contrôle de plongée sous marine concernant les travaux de construction du **port de Nador West Med**.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS DIVERSES**2.1 Dispositions concernant les soumissionnaires**

Le terme soumissionnaire ou concurrent donné dans le règlement d'appel d'offres et titulaire dans le CPS, désigne soit une société de plongée sous marine nationale ou étrangère agissant seul, soit un groupement solidaire de sociétés de plongée sous marines nationales et étrangères.

Cas d'un groupement

Les soumissionnaires en groupement auront à désigner parmi eux un mandataire chef de file qui sera chargé de la coordination et de la liaison avec la société NWM et qui sera le représentant unique auprès de la société NWM pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il est précisé que les soumissionnaires qui ne seront pas constituées en groupement à la date fixée pour la remise des offres ne pourront pas le faire après cette date.

2.2 Documents de l'offre

- Tous les documents qui sont fournis par les soumissionnaires, dans le cadre du présent appel d'offres, doivent être obligatoirement rédigés en langue française.
- Les plans, documents et pièces écrites doivent utiliser exclusivement le système métrique (MKS) et les unités qui s'y rattachent.

ARTICLE 3 : ELIGIBILITE DES SOUMISSIONNAIRES**A. Expérience générale**

Le Soumissionnaire doit avoir un chiffre d'affaires moyen annuel des cinq dernières années (défini comme le montant facturé au titre des travaux achevés ou en cours) d'un montant équivalent à un million de dirhams (1.000.000 dirhams).

Il doit avoir réalisé au cours des cinq dernières années au moins, un contrôle de plongée sous marine au niveau d'un grand chantier de génie civil infrastructures portuaires à l'échelle nationale ou internationale, de taille et importance et montant similaires au projet de Nador West Med.

B. Moyens humains et matériels

Les trois plongeurs qui seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage pour le contrôle sous marin auront une expérience minimale de huit ans dans ce genre de travaux. Ils doivent être capables de réaliser des plongées qui atteignent 50m de profondeur. Le chef de mission doit être qualifié COFREN niveau II et les scaphandriers CI II et Mention A ou équivalent.



C. Bilans certifiés des trois dernières années

Le soumissionnaire doit soumettre les bilans certifiés des trois dernières années, qui devront établir qu'il est dans une situation financière saine.

D. Litiges antérieurs ou en cours

Le soumissionnaire doit fournir des renseignements exacts au sujet d'éventuels litiges ou cas d'arbitrage résultant des marchés en cours ou antérieurs, exécutés par lui au cours des cinq dernières années. Si des sentences ont été régulièrement rendues à l'encontre du soumissionnaire ou de l'un quelconque des membres d'un groupement, cela pourra être un motif de disqualification.

Si des litiges entre le Soumissionnaire ou l'un quelconque des membres d'un groupement et un maître d'ouvrage ou client ont produit des pertes économiques importantes pour ce dernier (retards considérables, des augmentations injustifiées des prix, etc.), cela pourra aussi être un motif de disqualification.

E. Cas de Groupement

Au cas où le Soumissionnaire est un Groupement de sociétés de plongée sous marine, ledit Groupement doit désigner la société Pilote (Mandataire) qui devra disposer de la plus grande part parmi les membres du Groupement. Cette part devra être de 40% au minimum.

En cas de groupement de sociétés de plongée sous marine, ces derniers doivent être solidaires.

Les groupements de sociétés de plongée doivent satisfaire les critères de sélection minimums suivants:

- i. Le Pilote (mandataire) doit satisfaire tous les critères de sélection indiqués aux paragraphes précédents « ELIGIBILITE DES SOUMISSIONNAIRES ».
- ii. Chacun des autres membres du groupement doit satisfaire aux critères de sélection indiqués au chapitre précédent « ELIGIBILITE DES SOUMISSIONNAIRES », sauf pour les critères indiqués dans les paragraphes « A - Expérience générale » et « B - Moyens humains et matériels » qui doivent être satisfaits à hauteur de 30% au minimum au sens que la Commission jugera utile.

Les offres de groupement de sociétés de plongée sous marine doivent répondre aux conditions suivantes :

- a) L'offre du Soumissionnaire, doit comprendre une convention de groupement, signée de telle sorte qu'elle engage solidairement tous les membres du groupement. L'engagement de chaque membre du groupement concernant notamment le personnel à mettre à la disposition du contrôle sous marin ainsi que le support siège doit clairement apparaître dans cette convention.



- b) Un des membres du groupement sera autorisé et désigné par celui-ci comme pilote et signataire engageant le groupement. Il apportera la preuve que cette désignation a été préalablement autorisée en présentant un pouvoir dûment signé par chacun des membres du groupement. Toute décision de changement du pilote ainsi désigné sera soumise à l'accord préalable du Maître de l'Ouvrage.
- c) Le pilote du groupement sera le seul interlocuteur vis-à-vis de Maître d'Ouvrage, ses filiales ou ses mandataires, il servira de seul intermédiaire pour les paiements.

L'expérience et les ressources propres des sous-traitants n'entrent pas en ligne de compte pour déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux critères de sélection.

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES OFFRES

Chaque offre doit être constituée des pièces et documents suivants :

- | | |
|---------------------------|-----|
| * Dossier Administratif | A-1 |
| * Dossier Technique | A-2 |
| * Dossier Offre Technique | A-3 |
| * Offre Financière | A-4 |

A1 - Dossier Administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) la déclaration sur l'honneur suivant le modèle joint en annexe.
- b) le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, délivrée par un établissement bancaire agréé par le Ministère des Finances (voir plus loin). Cette caution doit rester valable jusqu'à ce qu'une main levée soit délivrée par le Maître d'Ouvrage.
- c) La déclaration et convention du groupement (pour les concurrents constitués en groupement).
- d) une attestation justifiant le chiffre d'affaire annuel exigé (des cinq dernières années).
- e) Les bilans certifiés des trois dernières années.
- f) Les litiges antérieurs ou en cours

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- g) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.



- h) l'attestation, délivrée depuis moins d'un an par le percepteur, certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière. Cette attestation mentionnera l'activité au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé. Les soumissionnaires non installés au Maroc sont dispensés de fournir cette attestation.
- i) l'attestation délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), certifiant que le soumissionnaire est en situation régulière envers cet organisme.
- j) le certificat d'immatriculation au Registre du Commerce.

NB : les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

A2. Dossier technique comprenant :

Pour tous les soumissionnaires, le dossier technique comprend :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations des prestations, similaires à l'objet du présent appel d'offre, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire. Pour les besoins du présent contrôle sous marin, le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des cinq dernières années, ou en cours de réalisation au moins un contrôle de plongée sous marine au niveau d'un grand chantier de génie civil infrastructures portuaires à l'échelle nationale ou internationale de taille et importance et montant similaire.
- c) Le CPS et le présent Règlement d'Appel d'Offres avec toutes les pages paraphées. La dernière page signée et portant la mention "lu et accepté" :
- d) L'organigramme général du soumissionnaire avec l'effectif total du personnel spécialisé dans le domaine de plongée sous marine concernant les travaux portuaires et maritimes.

A3. Dossier offre technique comprenant :

Le dossier "offre technique" présenté par les soumissionnaires sera accompagné d'un mémoire technique faisant ressortir clairement les renseignements ci-après :



1/ La méthodologie et le descriptif des différentes tâches nécessaires à la réalisation de ce contrôle sous marin.

2/ Les moyens matériels à utiliser avec leur description

3/ Les moyens humains avec les CV détaillés du personnel spécialisé en plongée sous marine signés ;

Les trois plongeurs qui seront mis à la disposition du Maître d'Ouvrage auront une expérience minimale de huit ans dans ce genre de travaux. Ils doivent être capables de réaliser des plongées qui atteignent 50m de profondeur. Le chef de mission doit être qualifié COFREN niveau II et les scaphandriers doivent être de CI II, Mention A ou équivalent.

Tout plongeur sous marin de l'équipe devra être remplacé, après agrément du Maître d'Ouvrage, en cas de maladie ou de congés sous 48h.

Le soumissionnaire doit justifier dans son offre technique de la possibilité de répondre à un besoin supplémentaire du Maître d'Ouvrage.

4/ Tout autre élément d'information permettant de mieux apprécier l'offre.

5/ En cas de groupement, ce mémoire précisera :

- La répartition des travaux au sein du groupement.
- Les modalités de fonctionnement du groupement.

A4 : Offre Financière comprenant :

- a) L'acte d'engagement : à établir selon le modèle joint en annexe, dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), et signé par le (ou les) soumissionnaire (s).
- b) Le bordereau des prix-détail estimatif du présent appel d'offres à compléter par les prix forfaitaires/ unitaires en toutes lettres et en chiffres établis hors taxes.

ARTICLE 5 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le soumissionnaire, en présentant son offre, déclare :

- Avoir pleine connaissance du site et des lieux concernés par les prestations objet du présent appel d'offres et des difficultés liées à l'exécution des prestations.
- Avoir pleine connaissance de l'ensemble des prestations définies dans le C.P.S. du présent appel d'offres.
- Avoir bien déterminé chaque prix forfaitaire de chaque mission en tenant compte des conditions du Cahier des Prescriptions Spéciales et du projet du présent appel d'offres.
- Avoir apprécié tous les points susceptibles de contestation.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'exécution des prestations.



ARTICLE 6 : FORME ET PRESENTATION DE L'OFFRE

Le dossier présenté par chaque concurrent devra comprendre :

- a) Une première enveloppe cachetée contenant le dossier Administratif, le dossier Technique, le cahier des prescriptions spéciales signé et paraphé par le concurrent. Cette enveloppe doit porter la mention « DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE », le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- b) Une deuxième enveloppe scellée et cachetée contenant l'offre technique, portant la mention « OFFRE TECHNIQUE », le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- c) Une troisième enveloppe scellée et cachetée contenant l'offre financière, portant la mention « OFFRE FINANCIERE », le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- d) Un pli cacheté contenant les trois enveloppes précédentes et portant le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis et portant l'inscription « A N'OUVRIR QUE PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION EN SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS ».

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de NWM.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DES DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

La société NWM peut à tout moment, avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un des soumissionnaires, introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Les modifications seront notifiées par voie électronique à tous les soumissionnaires ayant retiré le dossier d'appel d'offres.

ARTICLE 8 : ECLAIRCISSEMENT APPORTE AUX DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Tout concurrent peut demander à la société NWM, par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette

demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par la société NWM à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant de cautionnement provisoire établi au profit de NWM est fixé à **cinquante mille Dirhams (50 000 DH)**.

Le cautionnement provisoire sera constitué par le concurrent dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant du marché.

ARTICLE 10 : PRIX

1. Les prix forfaitaires de l'étude doivent être établis conformément aux prescriptions des textes en vigueur.
2. Lorsque le concurrent est installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est le Dirham.
3. Si l'offre comprend une part en devise, les prix du bordereau des prix et la décomposition et de l'acte d'engagement seront décomposés en deux parties :
 - Une part exprimée en dirhams et payable entièrement en cette monnaie,
 - Une part en devise et payable dans la monnaie spécifiée par le soumissionnaire.

ARTICLE 11 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux n'est pas obligatoire. Toutefois le soumissionnaire peut à sa demande visiter et examiner le site de l'étude et des environs pour réunir, sous sa responsabilité propre, tous les renseignements qui pourraient lui être nécessaires pour préparer son offre et prendre un engagement contractuel. Les dépenses résultant de cette visite seront à sa charge.

Pour effectuer cette visite, le candidat et ses employés ou agents, seront autorisés à avoir accès au site à la condition expresse que le candidat, ses employés et ses agents, déchargent la société NWM et ses agents pour la responsabilité qui en découle. Les candidats resteront responsables en particulier des accidents corporels, pertes ou dommages, coût et dépenses de toute nature qui en résulteraient de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires seront liés par leurs offres pendant une période de quatre vingt dix (90) jours calendaires à partir de la date limite de remise des offres. NWM fera connaître, avant l'expiration de ce délai, à chaque concurrent, s'il est ou non titulaire du marché.



La société NWM peut adresser par voie électronique aux soumissionnaires des demandes d'éclaircissement sur les offres; ces éclaircissements doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les plis.

ARTICLE 13- CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Il sera procédé à une évaluation des différentes offres.

Le jugement des offres se fera en lot unique.

Une procédure en trois phases sera adoptée pour l'attribution de ce marché :

Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique des offres

Cet examen tend à s'assurer de la conformité globale des propositions par rapport aux stipulations du présent appel d'offres, notamment pour les pièces du dossier administratif et technique. Elle se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de la proposition.
- Rejet de l'offre pour non conformité au présent appel d'offres.

Phase 2 : Analyse des offres techniques

La commission analysera en deuxième phase les offres techniques proposées par les différents Soumissionnaires.

Toute offre technique incomplète ou jugée insuffisante sera rejetée.

La commission attachera une grande importance à :

- La qualité et la précision du mémoire technique.
- La justification des moyens humains et matériels que compte engager le soumissionnaire pour l'exécution des prestations.
- L'expérience des membres de l'équipe de projet
- L'appartenance de l'équipe proposée au personnel permanent du soumissionnaire.
- La valeur technique de l'encadrement proposé.
- La disponibilité du personnel proposé.

La commission a la possibilité de convoquer un concurrent ou plusieurs pour demander des explications, des compléments d'informations ou des engagements sur le renforcement des moyens à mobiliser pour offrir de meilleures garanties tant pour la qualité que pour les délais.

L'analyse des offres techniques se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :



- Acceptation de l'offre technique.
- Rejet de l'offre pour non-conformité au présent appel d'offres.

Phase 3: Analyse des offres financières :

Après élimination des offres non retenues à l'issue des phases 1 et 2 ci-dessus et le classement des offres admissibles, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'inviter les concurrents retenus, dans l'ordre de leur classement, à des négociations qui peuvent porter sur un rabais, donner des explications, des compléments d'informations ou des engagements sur le renforcement des moyens à mobiliser pour offrir de meilleures garanties tant pour la qualité que pour les délais des travaux.

Dans le cas où les négociations n'aboutissent pas, le Maître d'Ouvrage peut alors entamer la même procédure avec le concurrent suivant.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de ne donner aucune suite au présent Appel d'Offres, sans obligation d'indiquer les raisons de sa décision.

NWM

Le concurrent

Lu et Accepté (mention manuscrite)

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Partie réservée à Nador West Med

Appel d'Offres ouvert concernant : « **LA REALISATION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DU PORT NADOR WEST MED**
CONTROLE SOUS MARIN »

Partie réservée au Concurrent :

✓ Pour les personnes physiques

Je soussigné..... (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° * :

Inscrit au registre du commerce (Localité) sous le n° n° de patente.....

✓ Pour les personnes morales

Je soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (nom et nature de la société)

Au capital de

Adresse du siège social de la société

Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n° (*):

Inscrite à la CNSS sous le n° (*):

Inscrite au registre du commerce de..... (Localité) sous le n° n° de patente.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations.

1) remet, revêtu(s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi(s) conformément aux modèles figurant dans le dossier de consultation ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément aux Termes de Référence et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant :(en lettres et en chiffres)

Nador West Med se libérera des sommes dues par elle en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à..... (Localité), sous le n°

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)

* concerne uniquement les personnes physiques ou morales installées au Maroc

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné : (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société),
au capital de :
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
affiliée à la CNSS sous le n° (1)
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (1)
n° de patente (1)

Déclare sur l'honneur :

- 1) m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
- 3) que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et en cas de redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité compétente à poursuivre l'exercice de mon activité,
- 4) que je m'engage de ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés.
- 5) Que je m'engage de ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur.

Fait à le
Signature et cachet du concurrent (2)